

Je soussigné(e), agissant en mon nom propre / en qualité de représentant légal de

---

---

certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements figurant ci-dessus qui sont fournis dans le cadre d'une demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) .

En cas de non attribution de l'APA, j'autorise le Conseil général à transmettre ma demande à la caisse de retraite compétente. J'autorise également le Conseil général à solliciter auprès de cet organisme les renseignements nécessaires à l'instruction de ma demande.

Fait à \_\_\_\_\_ Signature  
Le \_\_\_\_\_

## Dispositions diverses

### 1 Exercice du droit d'accès :

Les traitements relatifs à cette demande sont informatisés. Ils sont donc soumis aux dispositions de la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels.

Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées que :

- 1) Toutes les réponses aux différents questionnaires sont obligatoires. Un défaut de réponse entraînera des retards ou une impossibilité dans l'instruction du dossier.
- 2) Les destinataires des informations collectées sont exclusivement les administrations et organismes habilités à connaître des dossiers d'aide à domicile ou en établissement.
- 3) En tout état de cause, les personnes concernées ont un droit d'accès et de rectification des informations nominatives stockées ou traitées informatiquement.
- 4) Pour l'exercice de ce droit, il convient de vous adresser, en justifiant de votre identité, à :  
*Monsieur le Président du Conseil général du Doubs, Direction des solidarités,  
18, rue de la Préfecture 25043 Besançon cedex ou Monsieur le Président de l'organisme*  
(celui qui vous sert l'avantage de retraite principal ou la pension si vous en êtes titulaire).

### 2 Sanctions prévues en cas de fraude ou de fausse déclaration :

Outre le remboursement des sommes indûment versées, le fait d'avoir perçu frauduleusement l'allocation personnalisée d'autonomie est puni des peines prévues par les articles 313-1 à 313-3 du nouveau code pénal. Les peines maximales encourues sont selon les cas de 5 à 7 ans d'emprisonnement et de 375 000 à 750 000 euros d'amende.



**APA :**  
Allocation  
Personnalisée  
d'Autonomie

## Où obtenir les renseignements complémentaires sur l'APA ?



### APA À DOMICILE

cellule maintien à domicile :  
03 81 25 86 16

[www.doubs.fr](http://www.doubs.fr)

## Dossier de demande

# ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA) À DOMICILE

### Madame, Monsieur,

Vous souhaitez solliciter le bénéfice de l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) à domicile. Vous devez donc compléter et retourner ce dossier.

Sachez que le Conseil général du Doubs place l'APA au cœur d'une politique ambitieuse qui a pour objectif de restaurer les personnes dans leur autonomie et leur dignité. Nous contribuons ainsi à améliorer leurs conditions de vie à domicile ou en établissement, avec le souci qu'elles conservent pleinement leur place dans la société.

Nous avons en particulier engagé depuis 2004 un vaste programme de développement et de diversification d'une offre d'hébergements adaptée à chacun, avec un dispositif exceptionnel d'aide à la construction, à l'extension et à la réhabilitation des établissements qui nous permet peu à peu de combler notre retard en la matière.

Mais bien sûr, notre priorité continue à porter sur l'organisation d'un soutien à domicile de qualité et personnalisé, parce que, tout simplement, la majorité des personnes âgées souhaite vieillir chez elle le plus longtemps possible.

L'APA contribue à préserver l'autonomie des personnes qui restent à leur domicile, qui sont accueillies en famille d'accueil ou hébergées en établissement en améliorant leur accompagnement.

À notre politique, une seule finalité, une seule justification : permettre aux personnes âgées de « bien vieillir », permettre aux générations de bien vivre ensemble.

Claude Jeannerot

Président du Conseil général,  
Sénateur du Doubs

nom \_\_\_\_\_

prénom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

téléphone \_\_\_\_\_

COCHEZ LA CASE CORRESPONDANTE :

À DOMICILE

EN FAMILLE D'ACCUEIL  
OU EN PETITE STRUCTURE D'HÉBERGEMENT

## A - Renseignements concernant le demandeur et son conjoint

	Le demandeur	Le conjoint ou la personne vivant maritalement ou ayant conclu un PACS
Nom		
Prénom		
Date et lieu de naissance		
N° de sécurité sociale		
Nationalité (française/ressortissant de l'union européenne ou autre)		
Situation de famille (marié, divorcé, veuf, concubin, célibataire, PACS), Depuis le _____		
Régime de retraite principale		<input type="checkbox"/> retraité <input type="checkbox"/> en activité

Lieu de résidence actuelle du demandeur	Renseignements complémentaires
<p>Adresse <b>actuelle</b> _____ _____</p> <p>Date d'arrivée dans le logement _____</p> <p>Précisez s'il s'agit</p> <p><input type="checkbox"/> du domicile habituel</p> <p><input type="checkbox"/> d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées (préciser date d'entrée)</p> <p>_____</p> <p><input type="checkbox"/> de l'accueil par un particulier à domicile et à titre onéreux dans le cadre de la loi du 10 juillet 1989 (préciser date de début de l'accueil)</p> <p>_____</p> <p>Adresse du <b>domicile habituel si différente</b> de l'adresse précisée ci-dessus : _____ _____</p> <p>Lieu de résidence actuelle du conjoint si différente de celle du demandeur : _____ _____</p>	<p>Mentionnez le cas échéant si vous faites l'objet d'une mesure de :</p> <p><input type="checkbox"/> sauvegarde de justice</p> <p><input type="checkbox"/> tutelle</p> <p><input type="checkbox"/> curatelle</p> <p>Nom et adresse du représentant légal ou de l'association chargée de la mesure : _____ _____</p> <p>Le cas échéant identité, adresse, téléphone de la personne chargée des formalités administratives ou à qui vous avez confié un "mandat de protection future" (CF. articles 477 et suivants du code civil)</p> <p>_____</p> <p>Nom et adresse du médecin traitant : _____ _____</p>

## B - Aides perçues par le demandeur et son conjoint

	Le demandeur	Le conjoint ou la personne vivant maritalement ou ayant conclu un PACS
Allocations diverses	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> si oui compléter ci-dessous	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> si oui compléter ci-dessous
	Derniers montants perçus et date des derniers versements	Derniers montants perçus et date des derniers versements
Allocation compensatrice tierce personne oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		
Majoration pour aide constante d'une tierce personne oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		
Aide ménagère au titre de l'aide sociale départementale oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		
Aide ménagère financée par les caisses de retraite oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		
Prestation de compensation du handicap oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		

## C - Les biens du foyer

Le demandeur	Le conjoint ou la personne vivant maritalement ou ayant conclu un PACS
Biens immobiliers (maison, appartement, terrain etc.)	
Nature : _____ _____ _____ _____	Nature : _____ _____ _____ _____
Adresse : _____ _____ _____ _____	Adresse : _____ _____ _____ _____
Base d'imposition figurant sur le relevé de taxe foncière : _____ _____ _____ _____	Base d'imposition figurant sur le relevé de taxe foncière : _____ _____ _____ _____

Si vous êtes propriétaire ou usufruitier, l'habitation principale est-elle occupée par une personne de votre famille ? **oui**  **non**

Lien de parenté : \_\_\_\_\_

Êtes-vous locataire ? **oui**  **non**

Pièces justificatives **À JOINDRE IMPERATIVEMENT** au dossier de demande :

- 1) **personnes de nationalité française** :  
photocopie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport
- 2) **personnes de nationalité étrangère** :
  - ressortissants de l'union européenne et de la Confédération helvétique :  
photocopie du passeport ou de la carte d'identité en cours de validité
  - autres ressortissants : photocopie de la carte de résident ou du titre de séjour,
- photocopie **intégrale** du dernier avis d'imposition ou de non imposition à l'impôt sur le revenu,
- photocopie du dernier relevé de la taxe foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties,
- relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne, au nom du demandeur ou de son représentant légal,
- copie de la décision prononçant une mesure de protection judiciaire (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice),